20231005\_Projet\_DELIB\_COMPLEMENTAIRE\_CIA

MAJ Oct 2023

**DÉLIBERATION PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBERATION N° ……………. EN DATE DU ………**

**PORTANT MISE EN PLACE DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L’EXPERTISE ET DE L’ENGAGEMENT PROFESSIONNEL**

**(RIFSEEP)**

**Modèle à utiliser lorsque le RIFSEEP a été mis en place sans le CIA.**

Rappel : La mise en place du CIA est obligatoire lors de l’adoption du RIFSEEP (décision du Conseil Constitutionnel n° 2018-727 du 13 juillet 2018).

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et, notamment, ses articles L 712-1, L. 714-4 à L. 714-13 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l’application du premier alinéa de l’article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’État ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la délibération n° …………… en date du …… relative à la mise en œuvre du RIFSEEP aux agents de la collectivité ;

Vu l’avis du Comité Social Territorial (CST) en date du .......... relatif à la mise en place du complément indemnitaire annuel (CIA) dans le cadre de l’application du RIFSEEP aux agents de la collectivité ;

Considérant que le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel est composé des deux parts suivantes:

* L’indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise (IFSE) qui vise à valoriser l’exercice des fonctions et constitue l’indemnité principale du régime indemnitaire ;
* Le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l’engagement professionnel et à la manière de servir.

Considérant qu’il appartient à l’assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d’attribution des primes et indemnités dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l’Etat ;

Considérant que lorsque les services de l’Etat servant de référence bénéficient d’une indemnité servie en deux parts, il appartient à l’organe délibérant de déterminer les plafonds applicables à chacune de ces parts et d’en fixer les critères sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l’Etat ;

Le Maire (ou le Président) propose à l’assemblée de compléter la délibération n° ………….. en date du ……………..… pour instituer le CIA.

 **ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRES DU CIA**

Les bénéficiaires du CIA sont ceux visés à l’article 1er de la délibération n° …………………. en date du ………………. portant mise en œuvre du RIFSEEP dans la collectivité.

|  |
| --- |
| **ARTICLE 2 – MISE EN PLACE DU CIA** |

* **LE PRINCIPE**

Le CIA est lié à l’engagement professionnel et à la manière de servir, appréciés dans le cadre de l’entretien annuel d’évaluation.

* **LA DÉTERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA DU CIA**

Rappel : La répartition des fonctions au sein des différents groupes n’est donnée qu’à titre indicatif.

Les montants indiqués en annexe 2 correspondent aux montants plafonds applicables aux fonctionnaires d’État.

L’organe délibérant peut librement déterminer le nombre de groupe de fonctions par cadre d’emplois auquel il affecte, pour chacun d’entre eux, un montant plafond dans la limite du plafond réglementaire.

Le montant du CIA est déterminé selon les mêmes modalités que pour l’IFSE par répartition des cadres d’emplois en groupes de fonctions.

À chaque groupe de fonctions correspond les montants maxima figurant en annexe de la présente délibération.

Ces montants sont établis pour un agent exerçant ses fonctions à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective de travail pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

* **ATTRIBUTION INDIVIDUELLE DU CIA**

L’attribution individuelle du CIA est décidée par l’autorité territoriale.

Sur la base du rattachement des agents à un groupe de fonctions permettant l’attribution de l’IFSE, l’autorité territoriale attribue individuellement à chaque agent un montant de CIA compris entre 0 et 100% du plafond individuel annuel figurant en annexe 2 de la présente délibération.

Ce coefficient d’attribution individuelle est déterminé annuellement à partir de l’engagement professionnel et de la manière de servir des agents attestés par : (à adapter, compléter ou modifier selon les besoins)

* Réalisation des objectifs ;
* Respect des délais d’exécution ;
* Compétences professionnelles et techniques ;
* Qualités relationnelles ;
* Capacité d’encadrement ;
* Disponibilité et adaptabilité, etc… .

Le montant individuel du CIA n’est pas reconductible automatiquement d’une année sur l’autre.

* **PÉRIODICITÉ ET MODALITÉ DE VERSEMENT DU CIA**

Le CIA est versé selon un rythme annuel (ou semestriel ou autre périodicité selon le choix de la collectivité.

Le versement annuel est conseillé pour correspondre au rythme de l’entretien professionnel)**.**

|  |
| --- |
| **ARTICLE 3 – DÉTERMINATION DES PLAFONDS** |

Les plafonds de l’IFSE et du CIA sont déterminés selon les groupes de fonctions définis conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de la présente délibération.

La part CIA ne peut excéder …………. % du montant global des primes attribuées au titre du RIFSEEP.

A titre indicatif, pour la fonction publique d’Etat, il est préconisé que le CIA n’excède pas :

* 15 % du plafond global du RIFSEEP (IFSE + CIA) pour les corps de catégorie A
* 12 % du plafond global du RIFSEEP (IFSE + CIA) pour les corps de catégorie B
* 10 % du plafond global du RIFSEEP (IFSE + CIA) pour les corps de catégorie C.

Ces pourcentages sont donnés à titre indicatif et ne s’imposent pas aux collectivités.

En toute hypothèse, la somme des deux parts ne peut excéder le plafond global des primes octroyées aux fonctionnaires d’État.

|  |
| --- |
| **ARTICLE 4 - MODALITÉS DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION DU CIA** |

Il appartient à l’évaluateur de l‘agent (N+1) d’établir, lors de l’entretien professionnel annuel, si le congé a eu un impact sur les résultats à atteindre, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir.

Le CIA a vocation à être attribué aux agents qui ont effectivement exercé leurs fonctions pendant un temps suffisant au cours de l’année de référence pour que l’autorité hiérarchique soit à même d’apprécier leur engagement et leur manière de servir.

Selon les précisions apportées par le contrôle de légalité « *le CIA est fondé sur l'engagement et la manière de servir. La présence de l'agent ne constitue pas, à elle seule, un critère pertinent.* »

Exemple : le CIA ne sera pas modulé en fonction de l’absentéisme de l’agent.

Le CIA sera modulé en fonction des critères exposés dans l’article 3 de la présente délibération (engagement professionnel et manière de servir des agents et résultats professionnels obtenus)".

|  |
| --- |
| **ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINALES** |

Les autres dispositions de la délibération n° ………… en date du …………. portant mise en œuvre du RIFSEEP dans la collectivité demeurent inchangées s’agissant, notamment, des conditions de mise en place de l’IFSE.

Après en avoir délibéré, et à la majorité de ses membres présents ou représentés, le Conseil Municipal décide de compléter la délibération en date … instituant le RISEEP en adoptant la présente délibération instituant le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) à compter du **…………………..** .

Les crédits correspondants à l’ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrits au budget de la collectivité (ou de l’établissement).

Fait et délibéré les, jour, mois et année susdits et signé par les membres présents.

Le Maire,

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux (1) dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l’État et sa publication.

 Fait à **….....................** ,

 le ….....................,

PUBLIÉE LE :

Le Maire, **….....................** ,

Le Président, **…………..** ,

1. La présente délibération peut faire l’objet d’un recours contentieux dans les 2 mois à compter de la présente publicité par courrier adressé au Tribunal administratif de Bordeaux ou par l’application Télérecours citoyen accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ANNEXE - CIA**

**REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS**

**MONTANTS MAXIMUMS POSSIBLES**

Rappel : Pour plus de souplesse et de réactivité, certaines collectivités prévoient l’attribution du RIFSEEP a certains cadres d’emplois qui vont être prochainement pourvus (recrutements à venir, avancement de grade, promotion interne, nomination à la suite de concours).

Une délibération qui anticiperait l’attribution à certains cadres d’emplois inexistant au sein de la collectivité nierait la compétence de l’assemblée délibérante (qui est seule à pouvoir ouvrir des postes au tableau des effectifs - R 2313-3 du CGFP).

Il est donc déconseillé d’anticiper l’attribution du RIFSEEP à des cadres d’emplois qui n’existent pas dans le tableau des effectifs de la collectivité.

Dans le tableau ci-dessous, ne faire apparaitre que les cadres d’emplois existants dans la collectivité.

Compte tenu de la répartition des groupes de fonctions relatifs au versement de l’IFSE, les plafonds annuels
du CIA sont les suivants :

| **Groupes de fonctions** | **Montants annuels maxima du CIA** |
| --- | --- |
| **Administrateurs** |
| Groupe 1 | 15 750 € |
| Groupe 2 | 14 300 € |
| Groupe 3 | 12 800 € |
| Groupe 4 | 11 350 € |
| **Biologistes, vétérinaires et pharmaciens** |
| Groupe 1 | 8 820 € |
| Groupe 2 | 8 280 € |
| Groupe 3 | 7 470 € |
| **Ingénieurs en Chef** |
| Groupe 1 | 10 080 € |
| Groupe 2 | 8 820 € |
| Groupe 3 | 8 280 € |
| Groupe 4 | 7 470 € |
| **Ingénieurs** |
| Groupe 1 | 8 280 € |
| Groupe 2 | 7 110 € |
| Groupe 3 | 6 350 € |
| Groupe 4 | 5 550 € |
| **Attachés / Secrétaires de mairie** |
| Groupe 1 | 6 390 € |
| Groupe 2 | 5 670 € |
| Groupe 3 | 4 500 € |
| Groupe 4 | 3 600 € |
| **Conseillers socio-éducatifs** |
| Groupe 1 | 4 500 € |
| Groupe 2 | 3 600 € |
| **Conservateurs du patrimoine** |
| Groupe 1 | 8 280 € |
| Groupe 2 | 7 110 € |
| Groupe 3 | 6 080 € |
| Groupe 4 | 5 550 € |
| **Conservateurs des bibliothèques** |
| Groupe 1 | 6 000 € |
| Groupe 2 | 5 550 € |
| Groupe 3 | 5 250 € |
| **Bibliothécaires et Attachés de conservation du patrimoine** |
| Groupe 1 | 5 250 € |
| Groupe 2 | 4 800 € |
| **Médecins** |
| Groupe 1 | 7 620 € |
| Groupe 2 | 6 750 € |
| Groupe 3 | 5 205 € |
| **Assistants socio-éducatifs, puéricultrices, Infirmiers territoriaux en soin généraux** |
| Groupe 1 | 3 440 € |
| Groupe 2 | 2 700 € |
| **Conseillers des APS** |
| Groupe 1 | 5 082 € |
| Groupe 2 | 4 058 € |
| **Directeurs d’établissement d’enseignement artistique** |
| Groupe 1 | 6 390 € |
| Groupe 2 | 5 670 € |
| Groupe 3 | 4 500 € |
| Groupe 4 | 3 600 € |
| **Educateur de jeunes enfants** |
| Groupe 1 | 1 680 € |
| Groupe 2 | 1 620 € |
| Groupe 3 | 1 560 € |
| **Cadres territoriaux de santé : Infirmiers et Techniciens paramédicaux (actifs et sédentaire), sages-femmes territoriaux, puéricultrices cadre territoriaux de santé et psychologues territoriaux** |
| Groupe 1 | 4 500 € |
| Groupe 2 | 3 600 € |
| **Pédicures-podologues, Ergothérapeutes, Orthoptistes, Manipulateurs d’électroradiologie, Masseur-Kinésithérapeutes, psychomotriciens et Orthophonistes territoriaux** |
| Groupe 1 | 3 440 € |
| Groupe 2 | 2 700 € |
| **Techniciens** |
| Groupe 1 | 2 680 € |
| Groupe 2 | 2 535 € |
| Groupe 3 | 2 385 € |
| **Auxiliaires de puériculture, Aides-soignants, Moniteurs éducateur et intervenants familiaux, Infirmiers (B) et Techniciens paramédicaux (en voie d’extinction)** |
| Groupe 1 | 1 230 € |
| Groupe 2 | 1 090 € |
| **Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques** |
| Groupe 1 | 2 280 € |
| Groupe 2 | 2 040 € |
| **Groupes de fonctions** | **Montants annuels maxima du CIA** |
| **Rédacteurs / Éducateurs des APS / Animateurs** |
| Groupe 1 | 2 380 € |
| Groupe 2 | 2 185 € |
| Groupe 3 | 1 995 € |
| **Adjoints administratifs / ATSEM / Agents sociaux / Opérateurs des APS / Adjoints d’animation / Adjoints du patrimoine / Adjoints techniques / Agents de maitrise / Adjoints techniques des établissements d’enseignement / Auxiliaire de puériculture / Auxiliaires de soins** |
| Groupe 1 | 1 260 € |
| Groupe 2 | 1 200 € |